



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

carburants

Question au Gouvernement n° 2504

Texte de la question

PÉNURIE DE GAZOLE EN CORSE

M. le président. La parole est à M. Sauveur Gandolfi-Scheit, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. Sauveur Gandolfi-Scheit. Monsieur le secrétaire d'État chargé des transports, la Corse est, une nouvelle fois, l'otage de mouvements de grèves. (*Exclamations sur les bancs des groupes SRC et GDR.*)

En effet, depuis le vendredi 1er octobre, le port de Marseille-Fos est bloqué par le personnel et les dockers, dans le cadre d'un appel lancé par la Fédération nationale CGT des ports et docks. (*" Scandaleux ! " sur les bancs du groupe UMP.*)

M. Maxime Gremetz. Bravo !

M. Sauveur Gandolfi-Scheit. Même si la grève a été en partie levée hier sur les terminaux de marchandises, force est de constater que les activités du port de Marseille ont été particulièrement perturbées.

M. Maxime Gremetz. Ah !

M. Sauveur Gandolfi-Scheit. Sur l'ensemble des trois jours de blocage, sept navires de marchandises sont restés en rade au large et deux paquebots de croisière ont dû être détournés.

En revanche, le blocage des terminaux pétroliers, entamé voici maintenant neuf jours, continue. Et c'est la Corse qui est une nouvelle fois paralysée et prise en otage ! (*Exclamations sur les bancs du groupe GDR.*)

Les premiers signes de pénurie de gazole se sont manifestés ce week-end, malgré l'instauration de mesures de rationnement mises en place par le préfet de Corse. Cette situation est aujourd'hui intenable, tant pour les acteurs économiques locaux que pour nos concitoyens, les stations-service étant en rupture de stock.

Cette grève, qui menace également, à terme, l'approvisionnement des raffineries, donc des consommateurs insulaires, est le résultat d'une crispation autour de la nécessaire réforme portuaire.

Aussi, monsieur le secrétaire d'État, pourriez-vous nous faire part des mesures engagées par le Gouvernement pour assurer l'approvisionnement de la Corse en gazole et autres carburants...

M. Renaud Muselier. Il faut envoyer les CRS !

M. Sauveur Gandolfi-Scheit. ...mais également nous exposer les grandes lignes de la réforme qui doit restaurer la compétitivité des grands ports français ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

M. le président. La parole est à M. Dominique Bussereau, secrétaire d'État chargé des transports.

M. Dominique Bussereau, *secrétaire d'État chargé des transports*. Monsieur le député, la réforme des ports a été votée par le Parlement, elle s'applique et s'appliquera. Je rappelle que M. Jean-Yves Le Drian avait déjà, en son temps, pris des décisions courageuses en ce sens. Si ce n'était pas le cas, les ports français disparaîtraient : ce qui se passe en ce moment à Marseille profite d'ailleurs aux ports italiens, espagnols et marocains, et la perte de trafic à Marseille a de graves conséquences pour l'économie de notre pays, et de Marseille en particulier.

M. Renaud Muselier. Eh oui !

M. Dominique Bussereau, *secrétaire d'État*. Cette réforme s'applique dans le dialogue. Des négociations locales sont en cours avec les syndicats dans chacun des sept grands ports maritimes français, en vue du transfert définitif des appareils et du détachement des personnels. Au niveau national, une discussion de branche est en cours entre le patronat des ports et les syndicats.

M. Renaud Muselier. Débloquez le port !

M. Dominique Bussereau, *secrétaire d'État*. Le dialogue engagé se poursuit dans de bonnes conditions.

À la différence des autres ports, celui de Marseille est toujours touché par la grève, qui n'a cessé hier, et peut-être seulement de manière provisoire, que pour les conteneurs et les matériaux divers, mais se poursuit dans les raffineries, où, selon les informations en notre possession, le mouvement pourrait reprendre en fin de semaine.

Voudrait-on tuer le port de Marseille...

M. Maxime Gremetz. Allons !

M. Renaud Muselier. Oui ! Assassins ! Tueurs de ports !

M. Dominique Bussereau, *secrétaire d'État*. ...que l'on ne s'y prendrait pas autrement ! Je lance donc un appel au dialogue social, à Marseille comme ailleurs. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

En ce qui concerne la Corse, au sujet de laquelle vous m'avez à juste titre interrogé, je vous indique qu'un pétrolier part aujourd'hui même de Sardaigne : l'approvisionnement de la Corse devrait donc être effectif dès demain ou après-demain.

Je le dis avec solennité devant cette assemblée : réglons les derniers détails de la réforme portuaire et sauvons les ports français, plutôt que de les prendre en otages ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

M. Renaud Muselier. Sauvons Marseille !

Données clés

Auteur : [M. Sauveur Gandolfi-Scheit](#)

Circonscription : Haute-Corse (1^{re} circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2504

Rubrique : Énergie et carburants

Ministère interrogé : Transports

Ministère attributaire : Transports

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 6 octobre 2010

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 6 octobre 2010